

Info Birmanie  
74, rue Notre Dame des Champs  
75006 Paris  
Tél : 01 46 33 41 62  
Email: infobirmanie@gmail.com

## SOMMAIRE :

### • Actualités

Le Parlement se réunit de nouveau

Aung San Suu Kyi appel à l'unité lors d'un déplacement politique en province

Aung San Suu Kyi rencontre le président Thein Sein

Aung San Suu Kyi optimiste quant à une future coopération avec le gouvernement birman

Aung San Suu Kyi commémore le soulèvement populaire de 1988

Le journaliste Sithu Zeya fait face à des charges supplémentaires

Un ancien capitaine de l'armée devenu bénévole pour la NLD est condamné à 10 ans de prison

Premier article écrit par Aung San Suu Kyi censuré

Le régime propose des négociations de paix aux minorités ethniques

Le régime bloque l'aide humanitaire aux déplacés internes

Le régime met en place des réductions fiscales jugées « insuffisantes »

Le rapporteur Spécial de l'ONU en visite en Birmanie

### • Eclairage

Appel d'Aung San Suu Kyi pour la sauvegarde du fleuve Irrawaddy

### • Evènements

• Nous soutenir, nous rejoindre

# Les Nouvelles de Birmanie

A O Û T 2 0 1 1

## Edito

Le mois d'août a été riche en événements : il a vu se dérouler le premier déplacement politique d'Aung San Suu Kyi depuis sa libération, qui s'est achevé sans heurts, malgré les menaces proférées par le régime. Une rencontre entre cette dernière et le Président Thein Sein a également eu lieu et le Prix Nobel de la Paix a été invitée à Naypidaw, pour participer à une forum économique. Une proposition de négociations de paix a même été lancée aux groupes armés ethniques par les autorités birmanes, qui ont par ailleurs cessé leurs slogans assassins à l'encontre des médias étrangers et des médias birmans en exil. Autant de signes qui, à première vue, laissent entrevoir une possible ouverture du régime. Mais restons prudents : l'analyse de la situation actuelle en Birmanie ne doit pas se faire sur la base de promesses de changements mais sur des actions concrètes et irréversibles.

Aujourd'hui, la situation sur le terrain est la suivante : les attaques armées contre les populations civiles dans les régions où vivent les minorités ethniques continuent en toute impunité et les autorités persistent à nier l'existence des près de 2000 prisonniers politiques. Comme Aung San Suu Kyi l'a elle-même souligné : « Si le gouvernement est sincère lorsqu'il affirme qu'il souhaite apporter la démocratie en Birmanie, les prisonniers politiques n'ont pas lieu d'exister dans ce pays ».

Ainsi, bien qu'encouragé par la récente rencontre entre Aung San Suu Kyi et Thein Sein, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a invité les autorités birmanes à mettre en place des actions concrètes allant dans le sens de la réconciliation nationale.

De leur côté, les organisations birmanes qui représentent les populations opprimées de Birmanie demandent à la communauté internationale d'appliquer ses propres conseils : les Etats membres de l'ONU disent souhaiter que la démocratie s'instaure en Birmanie, que les droits de l'homme y soient enfin respectés. Ils ont aujourd'hui le pouvoir de mettre en place une action concrète pouvant aider la population de Birmanie en ce sens : l'établissement d'une commission d'enquête sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés en Birmanie. La mise en place d'une telle commission pourrait conduire à une réduction des violations des droits de l'homme, mettre fin à l'impunité et servir de point de départ à un processus de réconciliation nationale en Birmanie.

L'Union européenne est en charge de la rédaction de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur la Birmanie, qui sera votée fin septembre. Elle pourra proposer l'établissement d'une telle enquête. Cette décision sera cruciale : elle déterminera à quel point les Etats européens sont sincères quant à leur désir de soutenir l'avènement de la démocratie et le respect des droits de l'homme en Birmanie.

Bonne lecture,

L'équipe d'Info Birmanie

## Politique

Le Parlement se réunit de nouveau

Le 22 août, le Parlement s'est réuni pour la deuxième fois depuis sa mise en place en janvier 2011. Plusieurs observateurs extérieurs au gouvernement ont pu assister à la session, dont M. Quintana, Rapporteur spécial de l'ONU alors en visite en Birmanie. Des journalistes indépendants ont également pu couvrir les débats parlementaires mais ont été surveillés de près par le personnel de sécurité du parlement.<sup>1</sup> En outre, ils n'ont pu approcher les députés car ils n'avaient pas reçu d'autorisation préalable du gouvernement. Malgré ces signes d'ouverture, le débat parlementaire lui-même était aussi restreint que lors de la première session, le parlement éludant les questions clés posées par les députés. Les propositions visant à abroger les lois oppressives et appelant à une amnistie présidentielle pour les prisonniers politiques ont été rejetées par le Parlement.<sup>2</sup> Le régime birman continue de nier leur existence.<sup>3</sup>

## Aung San Suu Kyi et la LND

Aung San Suu Kyi appel à l'unité lors d'un déplacement politique en province

Aung San Suu Kyi a appelé à l'unité de son pays lors de son premier déplacement politique hors de Rangoun depuis sa libération de résidence surveillée en novembre, attirant des milliers d'admirateurs sur son passage.

Malgré les mises en garde du régime concernant sa sécurité, la lauréate du prix Nobel de la paix est arrivée le 14 août dans la province de Bago, à une centaine de kilomètres de Rangoun,. La police a tenté d'écarter les centaines de personnes massées le long des routes entre les villes visitées pour saluer le cortège d'une trentaine de voitures transportant l'opposante ainsi que des membres de la Ligue Nationale pour la démocratie (LND), des diplomates et des journalistes. Aung San Suu Kyi a été acclamée par ses sympathisants, venus la soutenir avec des petits drapeaux portant l'inscription "Nous aimons mère Suu!".

La Dame de Rangoun a inauguré deux bibliothèques, prononçant à chaque fois un discours, à Tha Nat Pin devant 600 personnes et à Bago, devant quelque 2.000 personnes.

« Nous pourrions développer ce pays seulement si nous travaillons tous ensemble » a-t-elle déclaré. « L'unité est la force, l'unité est nécessaire partout et elle est nécessaire surtout dans notre pays ».



**Aung San Suu Kyi, salue la foule après avoir inauguré une bibliothèque à Bago, au Nord de Rangoun. »(AP Photo)**

1. Mizzima News (25 Aug 11) Burmese Parliament sessions show small signs of improvement: MPs

2. NLM (26 août 2011) Fourth-day second regular session of First Pyithu Hluttaw takes place - Questioning, replying, discussing and submitting proposals; Mizzima News (31 Aug 11) Burmese Parliament rejects motion to repeal Emergency Provisions Act; DVB (31 août 2011) Parliament rejects reform of emergency act

3. Irrawaddy (29 août 2011) Military Factions Join Opposition to Demand Amnesty; DVB (30 août 2011) Prisons act reform proposal rejected by Minister

4. Myanmar Times (29 Aug 11) Media transition takes another step in hluttaws

## Aung San Suu Kyi et la LND (suite)

### Aung San Suu Kyi rencontre le président Thein Sein

Vendredi 19 août, Aung San Suu Kyi a rencontré et pour la première fois le président Thein Sein. La rencontre d'une heure a eu lieu dans la capitale, Naypyidaw, où la lauréate du prix Nobel de la paix se rendait pour la première fois. Elle a également été invitée par les autorités à assister à un forum économique. Bien que peu de détails aient émergé concernant le contenu de la réunion, Aung San Suu Kyi a par la suite déclaré aux journalistes qu'elle était «*heureuse et satisfaite*» de la discussion et espérait rencontrer le président de nouveau. Le 24 août, elle a déclaré aux journalistes que selon elle, Thein Sein souhaiterait «*un véritable changement positif*».<sup>6</sup>



Aung San Suu Kyi et le Président Thein Sein, lors de leur rencontre à Naypyidaw

### Aung San Suu Kyi optimiste quant à une future coopération avec le gouvernement birman

Vendredi 12 août, Aung San Suu Kyi a accepté de coopérer avec le gouvernement pour assurer le développement économique et la stabilité du pays. Aung San Suu Kyi et le Ministre du Travail, Aung Kyi, se sont rencontrés durant près d'une heure à Rangoun, l'ancienne capitale du pays. Il s'agissait de leur second entretien en un peu plus de deux semaines. Les deux parties se sont engagées à «*coopérer en vue d'assurer la stabilité, la tranquillité et le développement du pays* » afin de répondre aux «*véritables besoins de toute la population* ».

Lors de la première conférence de presse du gouvernement à Napyitaw, le ministre de l'information, Kyaw Hsan, a envoyé un message à Aung San Suu Kyi et à son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), leur proposant de s'enregistrer en tant que parti. s'ils souhaitaient participer à la vie politique du pays. «*En vue d'une réconciliation nationale, le gouvernement, prudemment, est en train de traiter la question de la LND, qui n'a juridiquement pas le droit d'exister, en offrant à celle-ci l'occasion de servir l'intérêt national* », a-t-il déclaré.

La LND avait refusé de participer aux élections de novembre 2010, les considérant comme injustes et antidémocratiques. Chaque parti désireux de se présenter devait au préalable s'enregistrer auprès des autorités. Les conditions d'enregistrement imposaient aux partis d'exclure de leurs rangs toute personne ayant subi une condamnation de justice (ce qui signifiait pour la LND de renoncer à Aung San Suu Kyi ainsi qu'aux 400 membres du parti toujours incarcérés) et de renoncer aux résultats des élections de 1990, qui avaient vues la victoire écrasante du parti d'Aung San Suu Kyi, auquel les militaires n'ont jamais cédé le pouvoir.

### Aung San Suu Kyi commémore le soulèvement populaire de 1988

Aung San Suu Kyi, a participé lundi à une cérémonie commémorant le soulèvement populaire du 8 août 1988. La date symbolique du 8-8-88 avait marqué le début d'un soulèvement populaire réunissant des millions de personnes dans le pays tout entier. Les manifestations de mécontentement, réclamant l'avènement de la démocratie, sont violemment réprimées par les autorités. Il y aura entre 3 000 et 4 000 morts ce jour-là, et plus de 10 000 sur l'ensemble du mouvement. Des milliers de personnes sont arrêtées. «*Je voudrais que vous tous, vous pensiez à ce qui s'est passé et que vous ne l'oubliez pas* », a-t-elle écrit dans le livre d'or d'un monastère de Rangoun où 400 personnes s'étaient rendues, pour assister à la cérémonie de commémoration.<sup>8</sup>

6. Irrawaddy (20 août 2011) Suu Kyi 'Satisfied' with Thein Sein Talks; AFP (19 août 2011) L'opposante Aung San Suu Kyi a rencontré le président Thein Sein ; AFP (19 août 2011) Myanmar's Suu Kyi meets president for first time

7. Le Monde/reuters (12 août 2011) Accord entre Aung San Suu Kyi et le gouvernement birman; Reuters (12 août 2011) Myanmar minister, Suu Kyi agree to cooperate; BBC (12 août 2011) Burma government offers Suu Kyi's NLD 'reconciliation'

8.AFP (8 août 2011) Birmanie: Aung San Suu Kyi commémore le soulèvement réprimé de 1988

## Prisonniers politiques

### Le journaliste Sithu Zeya fait face à des charges supplémentaires

Incarcéré depuis avril 2010, Sithu Zeya, journaliste pour le média birman en exil *Democratic Voice of Burma*, purge actuellement une peine de huit ans de prison pour avoir filmé les dégâts causés par un attentat à la bombe à Rangoun en avril 2010. Agé de 21 ans, il vient d'être inculpé une nouvelle fois le 10 août 2011 pour avoir prétendument diffusé des « informations nuisibles à la tranquillité et à la cohésion du gouvernement », en vertu de l'Electronic Act. Avec cette nouvelle inculpation, sa peine de prison risque d'être prolongée de sept à quinze ans.



Sa famille affirme que le jeune homme aurait été torturé et privé de nourriture et d'eau durant un interrogatoire de cinq jours après son arrestation. Sithu Zeya a été contraint de révéler, sous la torture, que son père, Maung Maung Zeya, occupait également la fonction de reporter à la DVB. Ce dernier purge actuellement une peine de 13 ans de prison ferme.<sup>9</sup>

### Un ancien capitaine de l'armée devenu bénévole pour la NLD est condamné à 10 ans de prison

Nay Myo Zin, un ancien capitaine de l'armée birmane, a été condamné à 10 ans de prison le 26 août en vertu de la loi sur l'électronique lors d'une audience spéciale qui s'est tenue à huit clos dans la prison d'Insein, à Rangoun.



Il aurait été arrêté pour possession d'un email critique envers le régime et serait accusé d'avoir des contacts avec des médias internationaux, comme Voice of America (VOA). Il rédige en outre des articles politiques dans des blogs sous les pseudonymes de Shwe Bann and Nyi Toe Nyein.

L'ancien capitaine était devenu bénévole pour un groupe de don du sang créé par des membres la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND). Il a été arrêté par la police début avril sans aucun mandat.

A la suite de son arrestation, sa famille avait exprimé la crainte qu'il soit torturé durant son interrogatoire. Le verdict est tombé un jour après que l'émissaire des Nations unies, Tomas Ojea Quintana ait quitté la Birmanie, après une visite de cinq jours pendant laquelle il avait été autorisé à visiter la prison d'Insein, affirmant que les conditions de détention s'étaient améliorées.<sup>10</sup>

## Liberté d'expression

### Premier article écrit par Aung San Suu Kyi censuré

Le premier article qu'Aung San Suu Kyi ait tenté de faire publier dans un journal birman a été censuré. L'article concernait son voyage personnel, dans l'ancienne cité de Bagan, située dans le centre du pays. Aung San Suu Kyi avait proposé son article au journal *People Era*, un hebdomadaire basé à Rangoun. L'implacable bureau de la censure a demandé au journal de retirer certains paragraphes de l'article. Lorsque le journal en a informé Aung San Suu Kyi, celle-ci a décidé de le retirer de la publication.

Ce geste rentre en complète contradiction avec le premier discours du président Thein Sein devant le Parlement en mars dernier, dans lequel il affirmait «*Nous devons également respecter le rôle des médias [...]. Nous sommes tenus d'informer les gens sur ce qu'ils doivent savoir et accueillons favorablement les suggestions positives des médias*».

9. DVB (10 août 2011) Jailed DVB reporter faces further charges in court;

10. DVB (29 août 2011) Ex-army captain sentenced to 10 years; Mizzima (29 août 2011) Shocking jail term indicates 'business as usual' for Burmese political prisoners

11. Mizzima (30 août 2011) Suu Kyi article suppressed by Burma's censorship board

## Minorités ethniques et réfugiés

Le régime propose des négociations de paix aux minorités ethniques

Naypyidaw a appelé les groupes armés ethniques à engager des « pourparlers de paix » avec les gouvernements régionaux afin de mettre un terme à des mois de violents combats dans les régions frontalières de Birmanie.<sup>11</sup> L'information a été diffusée sur la télévision d'Etat, le 18 août, annonçant en même temps la formation prochaine d'un organe devant gérer les relations avec les groupes armés ethniques souhaitant entrer dans des négociations de paix. La création de ce nouvel organe, le Comité pour la Paix (Peace Committee) a été approuvé par le Parlement le 31 août.<sup>12</sup>

Cependant, alors que le régime insiste pour mener ces négociations avec chaque groupe de façon individuelle, les groupes ethniques armés insistent pour celles-ci aient lieu de façon collective, entre le gouvernement et le Conseil Fédéral des Nationalités Unies (United Nationalities Federal Council—UNFC)<sup>13</sup>, une alliance regroupant les principaux groupes ethniques armés, dans le but de sécuriser un cessez-le-feu à l'échelle nationale.<sup>14</sup>

A la fin du mois de juillet, Aung San Suu Kyi a envoyé une lettre au président Thein Sein appelant le gouvernement à mettre fin aux hostilités et à entamer le dialogue avec les différents groupes ethniques armés, et proposant son aide dans le travail de médiation entre les deux parties.

## Humanitaire

Le régime bloque l'aide humanitaire aux déplacés internes

Depuis la rupture des cessez-le-feu dans les états Shan et Kachin, respectivement en mars et juin derniers, les offensives militaires des troupes gouvernementales ont entraîné le déplacement de plus de 30.000 personnes dans le nord de l'Etat Shan et 20 000 dans le sud de l'Etat de Kachin.<sup>15</sup>

Le 3 août, des représentants de cinq partis politiques ethniques ont appelé le régime à fournir une aide aux déplacés internes et aux communautés locales affectées par ces conflits.<sup>16</sup> Mais leurs appels ont été ignorés, et le régime continue d'interdire aux agences d'aide internationale l'accès aux zones de conflit.

Le 12 août, Kyaw Hsan, le Ministre de l'Information, a minimisé le nombre de déplacés dans l'Etat Kachin, affirmant qu'il n'y avait que 4000 personnes déplacées à Laiza. Il a également affirmé que les responsables du régime avaient ouvert des refuges pour recueillir les personnes déplacées.

En réalité, selon des groupes locaux, plus de 20 000 civils ont fui vers les zones contrôlées par la Karen Independence Army (KIA - groupe armé issu de la minorité Karen), le long de la frontière sino-birmane depuis que des affrontements ont éclaté en juin dernier entre l'armée birmane et la KIA. La plupart des personnes déplacées ont trouvé refuge dans les églises où les communautés locales. Celles-ci ont du mal à leur apporter une aide suffisante. Malgré une insécurité alimentaire grandissante, des milliers de sacs de riz du Programme Alimentaire Mondial stockés dans un entrepôt à Myitkyina n'ont pas été distribués dans les camps de déplacés internes, le régime ayant expressément interdit la participation d'organisations internationales et d'ONG locales dans l'effort de secours.<sup>17</sup>

11 BBC (18 août 2011) Burma calls for peace talks with armed rebel groups; Reuters (18 Aug 11) Myanmar government urges peace talks with ethnic rebels

12 Irravaddy (1er septembre 2011) Parliament Approves 'Peace Committee'

13. L'UNFC comprend 12 groupes ethniques : Chin National Front (CNF); Kachin Independence Organization (KIO); Kachin National Organization (KNO); Karen National Union (KNU); Karenni National Progressive Party (KNPP); Lahu Democratic Union (LDU); National Unity Party of Arakan (UNPA); New Mon State Party (NMSP); Palaung State Liberation Front (PSLF); PaO National Liberation Organization (PNLO); Shan State Progress Party / Shan State Army (SSPP / SSA); and Wa National Organization (WNO).

14. Mizzima News (18 août 2011) KIO criticizes Burmese government's rejection of national cease-fire; IMNA (19 Aug 11) Ethnic Armed Groups Reject Individual Peace Talks, Prefer Tripartite Dialogue; Mizzima News (19 août 2011) Burmese gov't still exercising an ethnic 'divide and rule' strategy

15. AP (10 août 2011) Myanmar fighting displaces 30,000 people this year; Mizzima News (12 Aug 11) More than 30,000 Shan war refugees need humanitarian aid; DVB (08 août 2011) Burma gov't 'neglecting' Kachin refugees

16. Mizzima News (04 août 2011) Ethnic parties urge Burmese government to form peace committee

## Economie

Le régime met en place des réductions fiscales jugées « insuffisantes »

Le renforcement de la monnaie birmane, le Kyat, par rapport au dollar américain a continué de nuire à au secteur de l'exportation birmane, qui connaît de grandes difficultés. Le 22 août, le dollar est tombé à son plus bas niveau en 10 ans, atteignant les 680 kyats pour 1 US\$ sur le marché noir.<sup>18</sup> En réponse, le régime a introduit une série de mesures temporaires:

- ◆ Le 15 août: le régime a baissé les impôts sur les revenus des exportations de 7% à 2% et a accordé des exonérations fiscales à sept produits d'exportation pour les six mois à venir.<sup>19</sup>
- ◆ Le 18 août: les autorités réduit l'impôt sur le revenu en devises étrangères de 10% à 2% pour les six mois à venir.<sup>20</sup>

Des hommes d'affaires et des économistes ont critiqué ces mesures comme étant insuffisantes, compte tenu de la nécessité de mettre en place une véritable réforme économique du pays.

## Nations unies et Communauté internationale

Le rapporteur Spécial de l'ONU en visite en Birmanie

Le 21 août, le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme en Birmanie, Tomás Ojea Quintana, a entamé une visite de cinq jours dans le pays. Il s'agissait de la première fois qu'il était autorisé à entrer en Birmanie depuis février 2010.<sup>21</sup> M. Quintana s'est félicité des gestes positifs récemment effectués par le régime, tout en réclamant des enquêtes sur les atteintes aux droits de l'homme comme preuve de sa bonne volonté. Lors de sa visite, il rencontré les Ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur dans la capitale Naypyidaw, ainsi que la figure de proue de l'opposition Aung San Suu Kyi . Le 23 août il a assisté à une session parlementaire et a rencontré les Présidents des deux chambres du Parlement ainsi que plusieurs parlementaires. Enfin M. Quintana a pu visiter la prison d'Insein, à Rangoun , où il a rencontré plusieurs prisonniers politiques.<sup>22</sup> Le 25 août, lors d'une conférence de presse à Rangoun, le Rapporteur spécial a déclaré que « de graves inquiétudes relatives aux droits humains » subsistaient.<sup>23</sup> Ojea Quintana s'est dit particulièrement préoccupé par :<sup>24</sup>

- ◆ Les violations des droits de l'homme commises dans les zones ethniques, y compris les attaques contre les civils, les exécutions extrajudiciaires, les violences sexuelles, les arrestations et détentions arbitraires, les déplacements de populations, la confiscation des terres, le recrutement d'enfants soldats, ainsi que le travail forcé.
- ◆ La détention continue d'un grand nombre de prisonniers politiques.
- ◆ Les mauvaises conditions de détention dont la torture, les mauvais traitements, l'accès à des soins médicaux inadéquats, et le transfert des prisonniers dans des prisons situées dans des zones reculées.
- ◆ Le manque d'indépendance et d'impartialité de la justice et l'existence de lois qui enfreignent les normes internationales concernant les droits de l'homme.

Quintana a réitéré son appel à la libération de tous les prisonniers politiques, considérée comme une « étape essentielle et nécessaire » vers la réconciliation nationale. Il a également exhorté le régime à enquêter sur les violations des droits de l'homme de manière indépendante, impartiale et crédible.<sup>25</sup>

18. Mizzima News (23 août 2011) US dollar price in Burma falls to 10-year low

19DPA (16 août 2011) Myanmar exempts rice from export tax; Irrawaddy (16 août 2011) Key Burmese Industries Granted Six-Month Export Tax Exemption

20. Mizzima News (16 août 2011) Exporters to pay 2 percent profit tax; no export tax

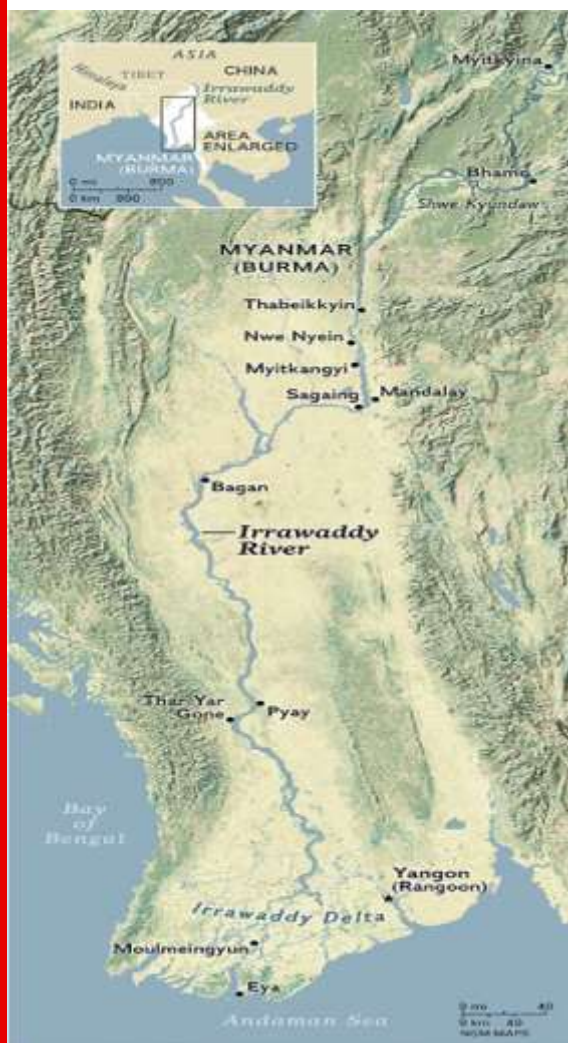
21. AFP (21 août 2011) UN envoy enters Myanmar for first time in more than a year;

22. AP (24 Aug 11) Myanmar's Suu Kyi calls UN envoy visit encouraging; VOA (24 août 2011) UN Envoy Meets Burmese Political Prisoners, Aung San Suu Kyi

23. DPA (25 août 2011) Myanmar human rights deficits remain, UN envoy says

# Eclairage

## Ce mois ci: Appel d'Aung San Suu Kyi pour la sauvegarde du fleuve Irrawaddy



Le fleuve Irrawaddy est l'artère vitale de la Birmanie. Elle traverse plusieurs grandes villes du pays et la subsistance de millions de personnes en dépend. Ce fleuve, le plus illustre de Birmanie, s'étend sur 2,170 km et traverse le cœur du pays pour se disperser dans des myriades de cours d'eau qui se jettent ensuite dans la mer d'Andaman.

Les êtres humains ne sont pas les seuls à dépendre de la principale voie navigable du pays : l'Irrawaddy est également le sanctuaire d'une abondante variété de la faune et de la flore. Au fil des ans, le régime a construit des ponts sans une prise en compte suffisante de la pertinence de leur emplacement. Leur conception a aggravé les problèmes d'érosion et de formation des bancs de sable. L'exploitation forestière illégale et la production de charbon ont augmenté à un rythme alarmant, les forêts situées sur les rives du fleuve sont en danger de disparition. Au cours de la dernière décennie, la prolifération des usines et les activités d'orpaillage non réglementées ont conduit au déversement de déchets, constituant une menace pour des espèces rares de poissons, y compris le célèbre dauphin de l'Irrawaddy, ainsi que pour la santé des personnes pour qui le fleuve est une source d'eau et d'aliments. Combiné aux effets du changement climatique mondial, ces facteurs mettent en danger l'avenir du fleuve.

En mai 2007, le régime militaire birman et l'entreprise chinoise d'Etat « Power Investment Corporation » (IPC) ont signé un accord pour la construction de sept grands barrages, pour la plupart situés sur le long des affluents l'Irrawaddy, dans l'Etat Kachin, d'ici à 2017. Après l'achèvement des sept barrages, environ 13 360 mégawatts (MW) d'électricité seront produits annuellement et transportés vers la province du Yunnan, afin de nourrir les besoins en énergie croissants de la Chine.

Le plus important d'entre eux, le barrage de Myitsonne, deviendra la quinzième plus grande centrale hydroélectrique du monde. Il se situe à la confluence des rivières Mali (Mayhka) et N'Mai (Malihka), dans l'Etat Kachin, au nord de la Birmanie, à l'endroit même où le fleuve Irrawaddy prend sa source.

Conscient des inquiétudes grandissantes provoquées par la construction de ces barrages, les autorités tentent d'en minimiser l'impact négatif. Dans un commentaire paru le 10 août dans le journal gouvernemental le *New Light of Myanmar*, celles-ci affirment que le projet de barrage Myitsonne n'aurait pas d'effets néfastes sur le flux de l'Irrawaddy ni sur la subsistance des communautés locales. Elles précisent également que seules 21461 personnes de cinq villages différents avaient déménagé en raison du projet. Dans une lettre ouverte du 11 août, Aung San Suu Kyi a fait part de ses vives préoccupations concernant la construction du barrage de Myitsonne. Evoquant les impacts désastreux de ce barrage sur la sécurité et l'environnement, Aung San Suu Kyi exhorte le régime birman et la Chine à réévaluer la construction de ce barrage. Dans cette lettre ouverte intitulée « Appel pour l'Irrawaddy », elle déclare : « *En gardant à l'esprit les intérêts des deux pays, les deux gouvernements souhaitent éviter des conséquences qui pourraient mettre en danger des vies et des habitations.* » Aung San Suu Kyi a ajouté que le projet avait abouti au déplacement forcé de 12 000 personnes de 63 villages. Un nombre croissant de Birmans partagent les préoccupations d'Aung San Suu Kyi. Une pétition signée par près de 1600 personnes, dont des hommes politiques, des journalistes, des écrivains, a été envoyée au président Thein Sein le 1<sup>er</sup> septembre. Le message accompagnant ces signatures était le suivant : « De la part de ceux qui souhaitent voir l'Irrawaddy s'écouler pour toujours »

# Eclairage

## Quelques extraits de la lettre ouverte d'Aung San Suu Kyi appelant à la sauvegarde du fleuve Irrawaddy :

### **Aujourd'hui, l'Irrawaddy est menacé ...**

« . L'absence d'un programme d'aménagement bien-pensé, l'incapacité à faire respecter les lois de protection de l'environnement nécessaires et une conscience écologique peu développée ont créé divers problèmes. Alors que l'exploitation forestière illégale et la production de charbon ont augmenté à un rythme alarmant, les forêts situées sur les rives du fleuve sont en danger de disparition. La déforestation a entraîné l'érosion qui à son tour a conduit à une hausse du niveau du fleuve et à une formation accrue de bancs de sable. La construction de ponts sans une prise en compte suffisante de la pertinence de leur emplacement et de leur conception a aggravé les problèmes d'érosion et de formation des bancs de sable. Depuis quelques décennies, la navigation et l'approvisionnement en eau potable sont devenues de plus en plus difficile pendant la saison chaude. Le changement climatique est un facteur supplémentaire à prendre en compte pour évaluer les dommages qui ont été infligés et continuent d'être infligés à l'Irrawaddy en raison du manque d'actions efficaces et opportunes. »

« La construction de barrages et de stations hydro-électriques apporte des avantages tels que la régulation des cours d'eau et la disponibilité d'énergie électrique renouvelable. Cependant, il y a des inconvénients à de tels projets. Le cours du fleuve se fragmente et son débit est affaibli; la diminution de la sédimentation aggrave les problèmes d'érosion, bien que l'eau devienne plus claire, il y a une grande concentration d'éléments impurs; au cours des travaux de construction, une grande quantité de déchets industriels est générée, ajoutant à la spoliation de l'environnement et à la pollution du fleuve. »

### **Le projet des huit barrages...**

« Entamée en 2010, la construction du dernier barrage est le prologue d'une initiative conjointe sino-birmane appelée les «huit barrages» et également connue sous le nom de Myit Sone Hydro Electric Project. Ce projet a soulevé des questions supplémentaires aux problèmes liés à la construction de barrages décrits dans le paragraphe précédent. Un rapport d'évaluation des impacts environnementaux a suscité de fortes préoccupations, en particulier concernant la sécurité. La présence de lignes de faille à proximité des barrages et l'immensité du réservoir laisse présager la possibilité d'une terrible dévastation en cas d'un tremblement de terre. Parallèlement, 12 000 personnes de soixante-trois villages ont été déplacées. Le versement d'une indemnisation correspondant à la perte de leurs moyens de subsistance et au bouleversement de leur mode de vie traditionnel n'est pas encore garanti. »

### **Sauvez l'Irrawaddy...**

« Les changements écologiques de l'Irrawaddy pourraient avoir un impact sur tous ceux dont les vies sont liées à ce grand fleuve, des minorités ethniques dans les régions septentrionales les plus reculées de notre pays jusqu'aux communautés rizicoles du delta. Protéger l'Irrawaddy revient à protéger notre économie et notre environnement et à préserver notre patrimoine culturel. Et par-dessus tout, le fait de s'unir dans nos efforts de protection de l'Irrawaddy pourrait mener à une meilleure compréhension et à une coopération pratique. De nombreuses personnes et organisations ont fait d'importantes recherches sur l'Irrawaddy ; on ne manque donc sûrement pas de suggestions et d'informations pratiques qui pourraient servir de base pour un programme de conservation. Nombre de progrès peuvent être réalisés simplement par l'application stricte des lois et réglementations existantes relatives à la conservation des forêts et des rivières. Nous faisons donc appel aux experts de l'environnement, aux défenseurs des ressources naturelles et aux amoureux de la nature, de la paix et de l'harmonie du monde entier à nous rejoindre dans une campagne visant à sensibiliser l'opinion publique sur les dangers qui menacent l'un des fleuves les plus importants d'Asie. Ensemble, nous pouvons trouver des solutions aux problèmes, écologiques, économiques, techniques et politiques, liés à l'Irrawaddy. »

**Pour lire l'intégralité de la lettre ouverte de trois pages, intitulée Appel pour l'Irrawaddy, [cliquez ici](#)**

# Evènements

**Le 9 septembre : Rassemblement public devant l'Ambassade de Birmanie pour la libération de Hla Hla Win**



Hla Hla Win, une jeune journaliste birmane de la Democratic Voice of Burma (DVB) a été arrêtée et condamnée le 11 septembre 2009, juste après l'anniversaire de la révolution de safran, à 27 ans de prison pour avoir interviewé des moines dans un monastère du centre du pays. Dans le cadre de la campagne pour la libération des journalistes de la Democratic Voice of Burma (média birman en exil) une action internationale aura lieu le 9 septembre pour demander la libération de Hla Hla Win, des 17 autres journalistes de la DVB et des près de 2000 prisonniers politiques toujours incarcérés en

Birmanie.

Nous avons besoin de votre aide pour les faire libérer:  
Rejoignez-nous **le 9 septembre entre 15h et 17h en face de l'ambassade de Birmanie**, au 60 rue de Courcelles, 75016 PARIS, métro Courcelles (ligne 2)

**Le 15 septembre : Rencontre autour du livre « Résistances, pour une Birmanie libre » et projection de « Birmanie, la dictature de l'absurde » à Douarnenez**



A l'occasion de la journée internationale pour la démocratie : rencontre autour du livre « Résistances- pour une Birmanie libre » puis projection de « Birmanie, la dictature de l'absurde » suivie d'un débat avec l'équipe d'Info Birmanie.



**Synopsis:** Tristan Mendès France et Gaël Bordier sont partis tourner clandestinement en Birmanie. Ils en ramènent un film tout à fait original, un document exclusif qui raconte la vie quotidienne des Birmans et les travers absurdes de la junte, le tout dans un documentaire satirique. "Happy World: Birmanie, la dictature de l'absurde", c'est un voyage au coeur du pays, qui donne à voir une Birmanie comme on ne l'a jamais vue à l'écran. »

Auditorium (Médiatèque—Port musée)  
Place de l'Enfer  
29100 DOUARNENEZ

## Info Birmanie dans les Médias :

Tribune de Frédéric Debomy, Président d'Info Birmanie, dans Médiapart : [Une transition est-elle à l'oeuvre en Birmanie ?](#)

Article d'Info Birmanie paru dans l'Humanité - Dimanche ,numéro 276 du 1er au 7 septembre, p66,  
*Birmanie : Espoir de démocratie ou maoeuvre de la junte ?*



74, rue Notre Dame des Champs  
75006 Paris  
Tél: 01 46 33 41 62  
[www.info-birmanie.org/](http://www.info-birmanie.org/)  
Mail: [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com)

« Usez de votre liberté  
pour promouvoir la  
nôtre »  
Aung San Suu kyi



**Info Birmanie** est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

## Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière :

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

Contactez Isabelle ou Marie  
au 01 46 33 41 62 ou par mail  
à [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com)